

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Santé (France) > Epidémies, pandémies (santé, France) > Sida (santé, France) > **Conférence Mondiale sur le SIDA : « keep your promises, we want to live ! »**

Conférence Mondiale sur le SIDA : « keep your promises, we want to live ! »

dimanche 15 août 2010, par [LHUILIER Cécile](#), [LONDEIX Pauline](#) (Date de rédaction antérieure : 29 juillet 2010).

La 18^e conférence s'est tenue à Vienne (Autriche) sur fond de désengagement des pays riches. Aujourd'hui, il y a plus de nouvelles personnes contaminées que de malades accédant aux traitements.

Cette année, la conférence mondiale sur le Sida s'est tenue à Vienne en Autriche. Le thème central : le financement de l'accès universel aux traitements antirétroviraux pour 2010.

Cet engagement de garantir l'accès universel aux traitements, à la prévention du VIH et aux soins a été pris en 2005 par les leaders des pays du G8.

Plus de six mois après la dead-line promise, 60 % des personnes vivant avec le VIH n'ont toujours pas accès à des traitements pourtant vitaux. Les dirigeants des pays riches regardent les séropos mourir.

Nicolas Sarkozy avait promis l'accès universel aux traitements en 2010. Pourtant, la France n'a donné jusqu'ici aucun signe qu'elle allait augmenter sa contribution au Fonds mondial. Si la France ne triple pas sa contribution, il ne sera pas possible pour de nombreux séropositifs d'accéder à des traitements plus récents et plus chers. Si la France ne double pas sa contribution, alors cela signifiera qu'elle renonce à l'accès universel aux traitements.

Barrack Obama avait annoncé lors de sa campagne présidentielle qu'il augmenterait le PEPFAR, le Plan américain pour la lutte contre le Sida qui, dans certains pays, assure plus de 60 % des antirétroviraux. En Zambie par exemple, c'est l'accès aux traitements de plus de 300 000 personnes qui est ainsi menacé par le PEPFAR, qui souhaite se concentrer sur la prévention (en y opposant l'accès aux traitements).

Ces désengagements accroissent l'urgence de trouver des solutions alternatives. La production de génériques, médicaments à bas prix et à effets équivalents, doit être encouragée. Or, l'Accord commercial anticontrefaçon (Acta, Anti-Counterfeiting Trade Agreement), en cours de négociation, vise aussi la production et la circulation de médicaments génériques.

Plusieurs associations françaises luttent depuis plus de six mois contre cet accord qui devrait être conclu en septembre : la Quadrature du Net, Act Up-Paris, April...

Les pays riches prétendent qu'ils n'ont plus de fonds pour financer la lutte contre le Sida, mais ne soutiennent pas la production de génériques, qui permettraient pourtant de palier leurs promesses non tenues.

C'est dans ce contexte que s'est ouverte, dimanche 18 juillet, la 18^e Conférence mondiale sur le Sida. Des militants du monde entier ont organisé une « *manifestation d'ouverture* », sur la question des financements, demandant aux pays riches de ne pas « *battre en retraite* » : « *don't reTREAT !* » Plus

de 180 associations ont signé l'appel à manifester. [1]

Ce sont les investissements financiers dans la lutte contre le Sida, souvent obtenus de haute lutte, qui ont permis, cette dernière décennie, la réduction de la mortalité, la réduction des nouvelles infections, le renforcement des systèmes de santé. Depuis les années 2000, plus de trois millions de personnes ont pu être mises sous traitements grâce aux génériques et au Fonds mondial de lutte contre le sida.

En 2010, il y a toujours davantage de contaminations que de mises sous traitements. Chaque jour, 6 000 personnes meurent du Sida.

Le désengagement des pays riches au prétexte d'une crise financière qu'eux seuls ont provoquée est criminel.

« *Treat the people, fund the Fund !* »

Cécile Lhuillier et Pauline Londeix

* *Paru dans Hebdo TEAN 66 (29/07/10).*

SIDA : attaque européenne contre les génériques...

Dimanche 14 mars 2010

Aujourd'hui dans le monde, plus de 60 % des personnes infectées par le sida n'ont pas accès au traitement dont elles ont besoin. Les médicaments génériques, copies des médicaments produits par l'industrie pharmaceutique, permettent d'en faire baisser les prix à condition que le brevet ne soit plus en vigueur. Or, les très longues durées des brevets imposées par les multinationales de la pharmacie, comme Sanofi-Avantis, empêchent les pays pauvres d'accéder aux molécules les plus récentes. L'Europe, au nom du « libre échange », multiplie les attaques pour protéger la propriété de ses multinationales pharmaceutiques florissantes. Ainsi, la Commission européenne négocie actuellement secrètement des accords avec l'Inde (premier producteur et exportateur de génériques au monde), le Pérou et la Colombie, qui visent à renforcer la propriété intellectuelle et à augmenter la durée des brevets. Elles auront pour résultat d'augmenter le coût de médicaments et d'en interdire l'accès aux plus pauvres.

* *Paru dans Hebdo TEAN 46 (11/03/10).*

Le marché ne nous sauvera pas du Sida ! Manifestons pour un accès universel aux soins !

Communiqué du NPA

Mardi 1 décembre 2009

A l'occasion de la journée mondiale de lutte contre le sida, le NPA appelle à venir manifester

massivement pour exiger un accès universel aux traitements et un renforcement de la contribution financière des pays riches pour lutter contre la pandémie partout dans le monde.

Aujourd'hui, la situation est plus qu'alarmante. Moins de 40% des séropositifs ont accès à un traitement antirétroviral à travers le monde, alors qu'en 2005, les pays du G8 s'étaient engagés à garantir l'accès universel aux traitements en 2010. Le virus tue 6000 personnes par jour dans le monde, et nos dirigeants refusent encore d'augmenter leur contribution, mettant en péril l'accès aux traitements, au dépistage et le suivi des malades. Mettons-les face à leurs responsabilités !

En France, le gouvernement Sarkozy expulse les sans-papiers séropositifs ou homosexuel-le-s. 80 pays dans le monde punissent encore l'homosexualité par des lois homophobes, et cinq d'entre eux condamnent à mort pour « actes homosexuels ». Comment avoir accès au dépistage et aux soins dans ces conditions ?

Le NPA exige un accès gratuit et universel aux soins pour toutes et tous (avec ou sans papiers), l'abrogation du forfait hospitalier et des franchises médicales, des sanctions contre les refus d'accès aux soins, le retrait de la loi HPST, la nationalisation des laboratoires, la fin de la propriété privée des brevets pharmaceutiques, ainsi que la revalorisation de l'AAH et de tous les minimas sociaux.

Il est urgent de penser une réelle stratégie de prévention, ni stigmatisante, ni moralisante !

Ensemble, rejoignons la manifestation unitaire appelée par Act Up, place de la Bastille à 18h30, à Paris !

Le 1^{er} décembre 2009.

Notes

[1] <http://fundglobalaids.org/>